

Assises Nationales de l'Agriculture 23/04/2018

Message du Président Abdelaziz BOUTEFLIKA (source APS)

Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de m'adresser à vous, communauté des agriculteurs participant à ces Assises aux côtés d'une pléiade d'experts et de compétences nationales.

Comment en serait-il autrement alors que notre campagne a été, au fil des siècles, le creuset de toutes les mobilisations nationales depuis l'opposition aux envahisseurs jusqu'à la glorieuse Révolution du 1er Novembre en passant par les mouvements de résistance contre le colonialisme français.

Parler de la campagne et de l'agriculture dans notre pays ne peut être limité au seul aspect économique. C'est, en effet, une occasion de réaffirmer la reconnaissance de l'Algérie, peuple et Gouvernement, envers la campagne et ses honorables familles qui ont porté la Révolution à bras le corps, renforcé ses rangs et enduré avec courage la répression du colonialisme barbare pour la patrie et la liberté. Cette même campagne qui a souffert également des affres du terrorisme abject et des épreuves de la tragédie nationale.

Mesdames, Messieurs,

Partant de cette reconnaissance et de l'intérêt de l'Etat pour nos campagnes et notre agriculture, l'Algérie indépendante a fait de ce dossier l'une de ses priorités fondamentales pour le recouvrement de la souveraineté nationale sur son territoire et l'appui au fellah dans ses efforts et sa contribution à la relance économique du pays.

Il est vrai que le secteur de l'agriculture a énormément pâti de la crise qu'a traversée l'Algérie deux décennies en arrière, les difficultés financières ayant contraint l'Etat à se désengager de l'activité agricole sans qu'une alternative suffisante ne soit mise en place. Des difficultés exacerbées par les affres du terrorisme abject et les souffrances engendrées par la tragédie nationale, dont la désertion des campagnes.

Mais, Dieu merci, l'Algérie a pu, après toutes ces épreuves, recouvrer sa stabilité grâce à la concorde civile et à la réconciliation nationale, et elle a su se mobiliser pour mener à bien la reconstruction nationale dans tous les domaines, y compris le secteur névralgique de l'agriculture et du développement rural.

Mesdames, Messieurs,

J'ai veillé, depuis mon investiture à la magistrature suprême dont m'a honoré le vaillant peuple algérien, à placer le secteur de l'agriculture et du développement rural au coeur des priorités de l'Etat.

Aussi, avons-nous mis en place, en 2000, un plan national de développement agricole visant à encadrer le renouveau agricole et à relancer le secteur en encourageant les agriculteurs et en mettant à contribution les initiatives privées à travers la mise en valeur des terres et l'investissement.

Cet intérêt de l'Etat pour la campagne s'est traduit par l'allègement des charges sur les exploitations agricoles collectives, la mobilisation du soutien et des mesures incitatives en faveur de l'activité agricole dans les différentes régions et à la plupart des créneaux, de l'élevage à la céréaliculture en passant par la conservation des forêts ainsi que la redynamisation de l'activité halieutique.

L'effort de l'Etat envers le secteur de l'agriculture s'est consolidée par la révision des lois et règlements en vigueur.

En effet, la loi d'orientation agricole et le texte définissant les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ont donné une impulsion significative à l'activité agricole en garantissant les droits des propriétaires d'exploitations collectives et en mettant en place des jalons clairs pour favoriser l'investissement dans le domaine de l'agriculture.

En couronnement de cet encadrement et de l'intérêt porté par les pouvoirs publics, j'avais annoncé, lors de notre rencontre début 2009, un programme de soutien financier de l'Etat à toutes les filières de l'économie agricole ainsi qu'au développement rural.

Mesdames, Messieurs,

En m'adressant à vous aujourd'hui, je me réjouis des avancées réalisées par l'Algérie, grâce à vous tous, en matière de développement agricole, même si ces accomplissements nécessitent encore davantage d'efforts afin de parvenir à garantir la sécurité alimentaire à notre peuple et à augmenter l'apport de l'agriculture à la croissance nationale et à la diversification de l'économie.

Les résultats enregistrés par le secteur de l'agriculture sont louables compte tenu des difficultés et des entraves entourant cette activité.

En effet, l'agriculture demeure largement tributaire de la pluviométrie en dépit de l'effort consenti par l'Etat pour la construction de barrages, et ce, parce que notre pays est confronté aux changements climatiques et que l'activité agricole nécessite le recours à grande échelle aux techniques modernes en matière d'irrigation et d'économie d'eau.

Par ailleurs, l'économie agricole souffre d'une faible structuration qui expose cette activité fondamentale à la spéculation. Un problème qui doit interpeller et le secteur et ses acteurs pour accorder davantage d'intérêt à leurs cadres, notamment aux chambres et associations professionnelles afin de préserver leurs intérêts et permettre à notre société de bénéficier de l'effort des agriculteurs et du fruit de leur labeur.

A ces lacunes, s'ajoutent le désintérêt des jeunes pour l'activité agricole et le recours insuffisant aux moyens techniques garantis par l'Etat.

Oui, nous notons avec inquiétude le phénomène du vieillissement dans le milieu agricole, et c'est pourquoi nous exhortons nos jeunes à s'intéresser davantage à cette activité lucrative pour les agriculteurs et capitale pour nous tous, en tant que peuple et en tant que pays.

A ce propos, j'appelle l'ensemble des concernés dans l'Etat à promouvoir la formation dans le domaine de l'agriculture et ses filières dans les différents cycles de notre système universitaire et de formation.

J'appelle également les instances en charge du soutien à l'emploi de jeunes à orienter leurs efforts vers le secteur agricole.

J'exhorte aussi notre système bancaire à encourager les exploitations agricoles et les investisseurs dans ce secteur à l'acquisition des moyens modernes, qu'ils soient mécaniques ou à caractère utilitaire.

En évoquant l'agriculture et l'évaluation de sa performance, nous ne devons pas oublier les soucis de l'agriculteur quant à un marché stable et profitable à ses produits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Il est vrai que l'Etat a initié des mesures pour réguler le marché de certains produits. Néanmoins, l'amélioration de notre produit agricole nécessite aujourd'hui une plus forte participation des industries agroalimentaires à l'exploitation de notre produit agricole afin de couvrir les besoins du marché local, d'une part, et offrir des débouchés au produit agricole, d'autre part.

J'exhorte, à ce titre, les hommes d'affaires et les investisseurs à un plus grand intérêt pour la promotion de nos exportations agricoles.

L'exportation qui, faut-t-il le rappeler, est une activité à part entière nécessitant des capacités et des compétences complémentant le travail des agricultures et contribuant à la préservation des équilibres financiers extérieurs.

Mesdames, messieurs,

A travers ces observations que j'ai jugé opportun de partager avec vous en cette occasion, j'aspire à consolider l'intégration de l'économie nationale, une intégration dont l'agriculture est partie intégrante et dont elle a grandement besoin.

Cette complémentarité entre les différents secteurs de l'économie nationale est à même d'assurer un environnement incitatif pour l'agriculture dans notre pays, un environnement exploitant davantage le potentiel de nos terres immenses et qui élève le rang social des travailleurs et travailleuses ruraux et de l'agriculture en général.

Je veillerai, dans ce sens, à ce que l'Etat soutienne, par toutes ses capacités, l'activité agricole afin de la propulser vers plus de progrès.

Il me plaît, à ce propos, de vous réitérer la nécessité de poursuivre le programme de soutien de l'Etat au secteur agricole dans toutes ses composantes, un programme que je vous ai annoncé en 2009 et que le Gouvernement s'emploiera à continuer sa mise en oeuvre en dépit des contraintes financières actuelles.

Ce soutien constitue, en effet, une reconnaissance constante de l'Algérie envers ses zones rurales et ses agriculteurs qui ont tant apporté à ce pays chaque fois qu'il est confronté à des difficultés ou à des défis.

Ce soutien est également un investissement rentable par notre pays dans un secteur économique vital, fructueux et prometteur en même temps.

Un secteur vital que nous avons œuvré à consolider pour assurer notre sécurité alimentaire, qui exige de nous davantage d'efforts et d'efficacité.

C'est un secteur rentable également de par l'énorme potentiel d'emploi noble qu'il offre à nos jeunes et sa contribution à l'amélioration des conditions de vie dans nos campagnes.

Prometteur il l'est aussi par sa grande contribution à la diversification de nos exportations partant de l'immensité de nos terres et de la variété de leurs produits agricoles.

Ainsi et au regard de toute l'importance que représente le secteur agricole, j'appelle le Gouvernement à prendre en charge les précieuses

recommandations qui sanctionneront, par l'aide de Dieu, les travaux de votre rencontre.

En conclusion, je tiens à souhaiter le plein succès à vos assises au service du développement de notre pays et la consécration de l'Algérie de la fierté et de la dignité à travers toutes ses contrées.